

Le 10 Octobre 2021

M. Clément Beaune
Ministère de l'Europe et
Des Affaires étrangères.
37 quai d'Orsay
75700 Paris 07 SP

Monsieur le Secrétaire d'Etat

Par un précédent courrier, j'ai attiré votre attention sur l'importance capitale que revêt la décision à venir sur l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie européenne. Vous m'avez assuré par votre courrier en date du 13 juillet dernier que toutes les ressources politiques et diplomatiques étaient mobilisées pour faire valoir nos positions, en lien avec les états membres qui défendent le même point de vue.

A l'évidence, les Etats hostiles à l'énergie nucléaire poursuivent activement et de façon concertée leurs interventions auprès de la Commission européenne pour tenter d'obtenir une décision d'exclusion, en dépit des avis favorables émis par les Comités d'experts mandatés par la Commission elle-même.

La décision de la Commission, fortement influencée par l'Allemagne, reste incertaine et l'issue reste très préoccupante. Il importe de veiller à éviter le piège que cherche à tendre les opposants à cette énergie, pourtant indispensable dans la lutte contre le dérèglement climatique. Plus précisément, une décision qui limiterait une inscription dans la taxonomie limitée au « nouveau nucléaire » serait tout à fait inacceptable.

Il est impératif que le Grand Carénage en cours pour permettre la prolongation du fonctionnement des tranches actuelles ET la construction des nouvelles unités de type EPR à construire en France bénéficient de conditions de financement privilégiées. Le principe de subsidiarité n'autorise pas l'Europe à interférer dans les choix technologiques des états membres. Si un soutien financier au développement du nucléaire du futur serait bien sûr apprécié, il resterait tout à fait inadapté, vu l'urgence de réalisation de capacités de production nouvelles. Un soutien excluant le nucléaire actuel serait d'ailleurs contradictoire au traité EURATOM.

Face à l'activisme des états opposés au nucléaire, il me semble indispensable que la France prenne une initiative vigoureuse pour fédérer les états qui souhaitent recourir à cette énergie pour approcher leurs objectifs climatiques. Il apparaît que ces états attendent une initiative de la France en ce sens, comme en témoigne le courrier récemment adressé par M. le secrétaire d'Etat à l'économie et au climat des Pays-Bas au Président de la Chambre des Représentants.

L'Union fait la force, et je vous appelle instamment à prendre l'initiative d'une démarche fédérant les états favorables au nucléaire, pour désamorcer le piège que ses opposants préparent, et obtenir une inclusion sans réserve du nucléaire dans la taxonomie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Bernard Accoyer



Président PNC-France